LETTRE DU MAIRE

MAI 2021

« JE NE FLÉCHIRAI PAS ! »

CHÈRES MONTÉVRINOISES,
CHERS MONTÉVRINOIS,

Je viens à vous aujourd'hui pour vous faire part d'une information que je crois essentielle pour vous et vos familles. Jeudi 29 avril à 14h30, Monsieur le Sous-Préfet de Seine-et-Marne m'a informé par un appel téléphonique que Montévrain allait accueillir au sein d'une de ses résidences hôtelières privées, plusieurs centaines de personnes issues de la communauté des Roms. Et ce, dès le début du mois de mai.

Malgré l'urgence humanitaire de reloger et de mettre à l'abri cette population, **je suis indigné** de la manière de procéder de l'Etat. Aujourd'hui encore, ce sont les élus locaux et la population qui sont pris en otage face à une **décision prise unilatéralement** par des bureaucrates déconnectés des réalités quotidiennes.

L'objet de cet appel téléphonique, n'a jamais été de travailler ensemble à une solution d'hébergement. Il s'agissait simplement de transmettre une **décision autoritaire**, l'Etat assumant d'ailleurs pleinement qu'outre une proposition d'hébergement décente pour une population en errance, il s'agissait aussi, et peut-être surtout, d'un contrat fructueux pour l'Hôtelier et les finances publiques.

Mais encore une fois à quel prix et avec quel sacrifice ? Au détriment de qui et de quoi ? Dois-je comprendre que l'Etat légalise et protège ceux qui sont dans l'illégalité au détriment de ceux qui travaillent au bien vivre ensemble ?

Alors même que la commune est sommée de payer une amende concernant la carence des logements SRU, on nous impose, dans le même temps, une population sociale que la commune ne peut assumer.

J'entends évidemment qu'il n'est pas concevable aujourd'hui de laisser des familles et des enfants vivre dans des camps illégaux et que les autorités de l'Etat doivent remédier à ces situations dramatiques qu'elles ont pourtant, elles-mêmes, permis.

Mais il est inconcevable que l'hébergement provisoire de cette population soit imposé aux communes sans en discuter en amont ! Je refuse que ma commune ne soit utile que pour corriger **les erreurs et l'inaction des autres**.

Il est **impensable que Montévrain ait été choisie pour être la terre d'asile** de ces familles sachant que la ville a déjà fait les frais de cette politique gouvernementale solidaire mais pas globale. **Quelle est la politique gouvernementale de fond pour améliorer la vie d'itinérance de ces gens ? Les villes doivent-elles simplement subir et gérer au pied levé cette vie d'errance ?**

Depuis six ans nous bataillons chaque jour avec une autre résidence hôtelière transformée, à notre insu cette fois, en résidence d'hébergement provisoire qui pose, depuis, des sérieux problèmes au quotidien. Après un long travail entre les différents services, les choses commencent seulement à se tasser …

Et aujourd'hui, alors que nous livrons des logements de standing et des commerces de proximité, **on impose à Montévrain et à ses habitants de faire un nouvel effort**. Avec pour argument premier celui d'un gain pécunier pour l'Etat et l'Hôtelier en question. **Et nous dans tout cela ?**

Je suis donc en colère. **En colère de voir que Montévrain n'a pas le choix**. En colère de voir qu'il n'existe aucune marge de manœuvre. En colère de voir que le respect ne semble pas être réciproque et que l'avis de l'autre ne compte pas. Quoi que l'on en dise ou quoi que l'on en pense, cette décision semble irrévocable **alors que le quotidien des habitants va s'en retrouver perturbé pour un temps inconnu**.

Même si je remercie Monsieur le Sous-Préfet de sa délicate attention de me prévenir de cette décision, **je ne peux que déplorer le manque de considération** pour les élus de terrain qui chaque jour donnent le maximum de leur temps et de leur énergie pour assurer le bien vivre de leurs administrés, pour garantir la sécurité de tous, pour proposer un cadre de vie agréable avec des structures scolaires et de loisirs de qualité et répondre aux divers impératifs de la vie. **Je ne peux que déplorer aussi le manque de considération pour les femmes et les hommes qui ont décidé d'investir** dans un vrai projet de vie qui va s'en retrouver potentiellement perturbé sur un temps indéterminé.

Au nom de la solidarité, dois-je occulter les risques et les dépenses que ce relogement risque d'impliquer pour la ville et donc les administrés ? Qui va assumer les conséquences en cas de détérioration du cadre de vie ? Sachez-le, les coûts engendrés devront être mis à la charge des finances publiques de la collectivité, et donc payés par nos impôts.

Je ne vous cache pas que j'ai peur aussi **d'être seul à devoir gérer les conséquences de cette présence. Aujourd'hui on m'impose cela, sans même m'informer des données les plus élémentaires**. Les seules informations que je possède sont celles obtenues par mes propres réseaux. **Cela est insupportable !**

Nous avons connu cette situation. Le provisoire est devenu permanent. Nous ne souhaitons pas que l'Histoire se répète et que Montévrain subisse **les ghettos sociaux** que l'Etat semble créer.

Je le répète sans cesse, mais l'élu local et le Maire en particulier sont le « punchingball républicain » vers lesquels les administrés se retournent à la moindre question et au moindre mécontentement. C'est donc mon équipe et moi-même, qui allons devoir répondre aux inquiétudes et aux problématiques de cette présence alors que l'Etat sera retourné vers d'autres horizons. C'est là toute la différence entre les élus et les nommés.

C'est donc en parfaite transparence que je vous fais part de ma colère mais aussi de mon désarroi face à cette situation qui nous dépasse. Vous et moi. Aussi, **je tiens à vous confirmer qu'en dépit de ce contexte, nous allons tout mettre en œuvre pour que cet accueil imposé, que nous espérons temporaire, soit maitrisé et sécurisé pour tous.**

Ainsi et à notre demande, la Sous-Préfecture devra dédier une **équipe d'encadrants sociaux sur place ainsi qu'un gardiennage jour et nuit**. De notre côté, **nous engagerons les actions nécessaires pour préserver notre environnement, notre sécurité, notre système éducatif et notre bien-être**. Nous avons sollicité la solidarité des communes voisines ainsi que de toutes les Polices aux alentours : Municipales et Nationales. Nous ne lâcherons rien et **nous ne vous abandonnerons pas**.

Le bien-être des Montévrinois et la préservation de notre commune sont notre priorité.
Nous veillerons dessus par tous les moyens possibles.
Comptez sur ma pleine implication sur ce sujet. Elle sera entière.

Bien fidèlement.

Christian Robache